



SCÉNARIO PRÉVISIONNEL

Croissance économique wallonne : maintien à +0,9% en 2025 malgré le contexte international incertain

La baisse de l'inflation et la résilience du marché du travail contribuent à la hausse du pouvoir d'achat et au maintien de la croissance des dépenses de consommation. Cependant, le tournant protectionniste dans les échanges internationaux pèse sur les exportations régionales et la dynamique des investissements souffre de l'incertitude.

La guerre commerciale fait peser un risque inhabituellement élevé sur nos perspectives économiques. Pour établir celles-ci, nous avons tenu compte du scénario central proposé par le FMI (Fonds monétaire international) en avril 2025. Ce dernier tente de tenir compte, dans un **contexte de politique commerciale mouvante**, des nouvelles conditions économiques dans lesquelles sont appelés à opérer les ménages et les entreprises dans les mois à venir. Le FMI révisé ainsi sensiblement à la baisse ses perspectives pour les économies américaine et chinoise au centre des tensions actuelles. Relativement moins impactée, la croissance économique au sein de la Zone euro s'établirait à 0,8% en 2025. Celle-ci est essentiellement soutenue par la reprise de la consommation des ménages qui profite du recul de l'inflation accentué à présent par la baisse des prix de l'énergie.

Dans le scénario central du FMI, le contexte international demeure **peu porteur pour nos exportations**. La guerre commerciale affecte en effet les échanges internationaux et pèse sur la dynamique d'investissement, alors même que l'évolution du secteur industriel européen était déjà hésitante. La reprise espérée des exportations wallonnes est dès lors une nouvelle fois repoussée. Elles enregistreraient une nouvelle contraction au cours de cette année (-1,3%).

L'incertitude liée aux politiques économiques brouille les perspectives de demande et freine les décisions d'investissement, alors que les taux d'utilisation actuels des capacités de production wallons ont reculé. En dépit de besoins structurels en faveur de la transformation numérique et écologique, de conditions de financement assouplies et de politiques publiques de soutien, **la dynamique des investissements des entreprises wallonnes est anesthésiée** à court terme. Elle accuserait même un recul de -0,8% cette année, un rythme traduisant aussi le contrecoup d'un investissement exceptionnel effectué dans le secteur des TIC en 2024.

En revanche, **la consommation privée ferait à nouveau preuve de résilience**. Le recul rapide de l'inflation (qui ne dépasserait plus 1,5% dès cet été) soulage les finances des ménages dans une contexte où leur confiance s'est amenuisée. À la faveur d'une accélération des dépenses en deuxième partie d'année 2024, la croissance moyenne cette année (+2,0%) serait même supérieure à celle de l'an dernier (+1,6%). Cette composante constitue dès lors le principal soutien à la croissance économique domestique.

La pression de la demande sur le marché du travail s'atténue graduellement, comme en témoignent le léger recul du taux d'emplois vacants, la faiblesse des prévisions d'embauche des entrepreneurs et l'orientation baissière récente du volume de travail dans l'intérim. **L'évolution de l'emploi reste néanmoins positive mais contenue (+0,4%)**. La durée moyenne du travail et les gains de productivité toujours faibles ne permettent en effet pas d'envisager un renforcement des embauches à court terme dans le contexte actuel d'incertitude et de croissance modérée de l'activité.

La croissance économique en Belgique et en Wallonie conserverait cette année un rythme de progression identique à celui de l'an dernier, dans un contexte pourtant marqué par le nouveau choc protectionniste qui affecte l'économie mondiale. La croissance wallonne s'établirait à nouveau à un niveau de l'ordre de +0,9 % (+1,0 % en Belgique).

Rappelons que cette prévision s'inscrit dans un contexte d'absence de récession au sein de la Zone euro, un scénario sur lequel pèse **un niveau de risque important**, comme le souligne le FMI qui en envisage d'autres, plus pessimistes. Un emballement des tensions commerciales pèserait ainsi davantage sur les échanges, les investissements et générerait de nouvelles turbulences financières, des développements qui impacteraient inévitablement l'économie wallonne.

Tableau - Affectation du PIB : prévisions du taux de croissance annuel en volume

	2024			2025		
	Zone euro	Belgique	Wallonie	Zone euro	Belgique	Wallonie
Dépenses de consommation finale privée	1,0	2,0	1,6	1,0	2,2	2,0
Dépenses de consommation finale des administrations publiques	2,8	2,6	2,6	1,7	1,6	1,6
Formation brute de capital fixe	-1,9	1,4	7,5	1,4	0,8	-0,3
des entreprises, indépendants et ISBL	-	1,8	8,8	-	1,0	-0,8
des ménages	-	-4,8	-1,6	-	-2,0	-3,0
des administrations publiques	-	9,8	14,5	-	4,1	5,9
Variation des stocks ¹	-0,3	-1,0	-1,5	0,1	0,1	0,0
Exportations nettes de biens et services ¹	0,4	0,0	-0,4	-0,4	-0,8	-0,5
Exportations	1,1	-3,4	-3,2	0,1	-1,4	-1,3
Importations	0,2	-3,5	-2,7	1,0	-0,3	0,0
Produit intérieur brut aux prix du marché ²	0,9	1,0	0,9	0,8	1,0	0,9
Emploi	1,1	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4

Sources : Données ICN et estimations IWEPS pour la Belgique et la Wallonie. Pour la Zone euro : observations Eurostat et prévisions FMI (avril 2025).

Prévisions arrêtées le 14 mai 2024

Retrouvez tous les résultats dans le N°67 de la publication « Tendances économiques » disponible à l'adresse :

- <https://www.iweps.be/publication/tendances-economiques-n67/>

L'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique (IWEPS) est un institut scientifique public. D'une part, il est l'autorité statistique de la Région wallonne. Dans ce cadre, il a pour mission de développer, produire et diffuser des statistiques officielles en réponse aux besoins des utilisateurs wallons (monde socio-économique, environnemental et scientifique, société civile, institutions publiques). Il coordonne à cette fin les activités du système statistique wallon. Il revêt par ailleurs la qualité d'autorité statistique de la Région au sein de l'Institut interfédéral de statistique. D'autre part, par sa mission générale d'aide à la décision, il produit des études et analyses diverses qui vont de la présentation de travaux statistiques et d'indicateurs à la réalisation de travaux d'évaluation de politiques publiques, de prospective et de prévision ainsi que de recherches et ce, dans tous les domaines de compétence de la Région. Plus d'infos : <https://www.iweps.be>